

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	AUTORISATION de programme annulé.	CREDIT de paiement annulé.
ARMEES			Francs.
SECTION FORCES TERRESTRES			
Service du génie. — Equipement: — Chemins de fer et routes.....	51-61	»	11.000.000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	AUTORISATION de programme accordée.	CREDIT de paiement ouvert
ARMEES			Francs.
SECTION AIR			
Travaux et installations.....	51-61	»	11.000.000

Administration centrale des finances.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 12 mai 1964, M. Charles de Montalembert de Cers, directeur adjoint à l'administration centrale des finances, est placé en service détaché, pour une période de cinq ans partant du 1^{er} décembre 1963, pour exercer les fonctions de commissaire du Gouvernement.

Administration centrale des affaires économiques.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des finances et des affaires économiques en date du 12 mai 1964, M. Henri Sournies, administrateur civil de 2^e classe à l'administration centrale des affaires économiques, est placé en service détaché, pour une période maximum de cinq ans partant du 1^{er} janvier 1964, auprès de la caisse des dépôts et consignations en qualité d'administrateur civil.

Expansion économique à l'étranger.

Par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques en date du 12 juin 1964, M. Ruby, conseiller commercial à Sarrebruck, est affecté à Sarrebruck de France à Dakar, pour exercer les fonctions de chef des services d'expansion économique au Sénégal.

Par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques en date du 12 juin 1964, M. Laouenan, conseiller commercial à Stockholm, est affecté à Sarrebruck pour assurer la gestion du poste d'expansion économique dans cette ville sous l'autorité du conseiller commercial chef des services d'expansion économique en République fédérale d'Allemagne.

COOPERATION

Délégation de signature.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué chargé de la coopération,
Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947, modifié par le décret n° 56-188 du 13 février 1956, autorisant les ministres à déléguer leur signature;

Vu le décret du 28 novembre 1962 portant nomination du Premier ministre;

Vu le décret du 6 décembre 1962 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté en date du 11 décembre 1962 portant délégation de signature au directeur de la coopération culturelle et technique;
Vu le décret du 14 décembre 1962 portant délégation de signature,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret susvisé du 14 décembre 1962 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Dannaud, directeur de la coopération culturelle et technique, délégation permanente est donnée à MM. Louis Rollet, chef de service, Gabriel Beis, chargé de mission, chef du service de l'enseignement et de la formation, et Camille Colonna d'Istria, sous-directeur, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, au nom du ministre, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 1964.

GEORGES POMPIDOU,

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué chargé de la coopération,
RAYMOND TRIBOULET.

Décret du 29 juin 1964 portant confirmation de mandat d'un administrateur du Bureau pour le développement de la production agricole outre-mer.

Par décret en date du 29 juin 1964, M. Yves Chataigneau, ambassadeur de France, est confirmé, pour une période d'une année expirant le 30 septembre 1964, dans son mandat d'administrateur du Bureau pour le développement de la production agricole.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 64-658 du 29 juin 1964 portant organisation des services extérieurs du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu les décrets du 18 août 1945 portant organisation du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes subséquents qui les ont modifiés et complétés;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports;

Vu le décret n° 64-130 du 11 février 1964 concernant la gestion de certains personnels relevant du ministère de l'éducation nationale;

Vu le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les départements et à la déconcentration administrative;

Vu le décret n° 64-251 du 14 mars 1964 relatif à l'organisation des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les services extérieurs du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports comprennent :

Des services académiques;

Une inspection principale pédagogique;

Des services départementaux;

Des établissements d'enseignement nationaux et régionaux.

TITRE I^{er}

LES SERVICES ACADÉMIQUES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Art. 2. — Dans chacune des académies, le service académique de la jeunesse et des sports connaît l'ensemble des activités relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 3. — Un inspecteur principal de la jeunesse et des sports, adjoint au recteur de l'académie, est chargé de diriger le service académique. Pour l'exercice des attributions qui lui sont confiées, il reçoit du recteur une délégation de signature établie selon un projet type qui sera fixé par arrêté ministériel.

Sous l'autorité du recteur, il exerce le pouvoir hiérarchique à l'égard des personnels mis à sa disposition.

Les chefs des services départementaux lui sont subordonnés pour l'exercice des attributions qui leur sont confiées.

TITRE II

L'INSPECTION PRINCIPALE PÉDAGOGIQUE
D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Art. 4. — L'inspection principale pédagogique assure dans chaque académie l'inspection et, par délégation du recteur, la notation des personnels enseignants d'éducation physique et sportive relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Elle exerce en outre auprès des recteurs et des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports une mission permanente d'information et d'étude dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues.

Art. 5. — L'inspecteur principal pédagogique de la jeunesse et des sports est placé sous l'autorité du recteur. Sauf aménagement dicté par l'intérêt du service, il doit résider au chef-lieu de l'académie. Pour l'exercice des attributions pédagogiques définies au premier alinéa de l'article précédent, cet inspecteur principal relève de l'inspection générale de la jeunesse et des sports.

TITRE III

LES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Art. 6. — Dans chaque département, le service départemental de la jeunesse et des sports connaît de l'ensemble des activités relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 7. — Un inspecteur de la jeunesse et des sports, adjoint à l'inspecteur d'académie, est chargé de diriger le service départemental. Il prend le titre de « chef du service départemental de la jeunesse et des sports ». Pour l'exercice des attributions qui lui sont ainsi confiées, il reçoit de l'inspecteur d'académie une délégation de signature établie selon un projet type qui sera fixé par arrêté ministériel.

Sous l'autorité de l'inspecteur d'académie, il exerce le pouvoir hiérarchique à l'égard des personnels mis à sa disposition. Un ou plusieurs inspecteurs de la jeunesse et des sports peuvent lui être adjoints.

TITRE IV

LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Art. 8. — Les établissements d'enseignement de la jeunesse et des sports sont chargés de dispenser l'enseignement des disciplines se rapportant à l'éducation physique, aux sports, aux activités de plein air, à l'éducation populaire, aux œuvres de vacances et aux activités de jeunesse. Ils assurent également la formation et le perfectionnement des personnels relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ainsi que des cadres appartenant aux organismes dont l'action s'exerce dans les domaines visés ci-dessus.

Les établissements d'enseignement visés au présent article se divisent :

- 1° En établissements nationaux de la jeunesse et des sports ;
- 2° En établissements régionaux de la jeunesse et des sports.

Art. 9. — Les établissements nationaux de la jeunesse et des sports dont les attributions sont spécialisées sont les suivants :

Institut national des sports.
Ecole normale supérieure d'éducation physique de jeunes gens.
Ecole normale supérieure d'éducation physique de jeunes filles.

Institut national d'éducation populaire.

Ecole nationale de ski et d'alpinisme.

Ces établissements concourent également à la recherche dans le domaine qui leur est propre.

Art. 10. — Les établissements régionaux de la jeunesse et des sports, désignés sous le sigle C. R. E. P. S., sont, en principe, à attributions polyvalentes et à circonscription académique, sauf aménagements dictés par les besoins du service.

L'emplacement des établissements en cause, ainsi que la nature de leurs attributions et l'étendue de leur circonscription, sont fixés par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 11. — Toutes dispositions contraires à celles du présent texte sont abrogées, et notamment les décrets n° 53-824 et 53-825 du 5 septembre 1953.

Art. 12. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1964.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,
LOUIS JOXE.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Administration centrale.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 17 mars 1964, sont inscrits au tableau d'avancement à la 1^{re} classe du corps des administrateurs civils, pour l'année 1962 :

MM. Poullain (Roger).	M ^{lle} Canipel (Jacqueline).
Rabaté (Gérard).	MM. Grospeillet (Jacques).
Favret (Jean-Marc).	Guillo (Rémi).
Leroy (Jean).	Bersot (Louis).
Beaulieu (Jean).	

Par arrêté du Premier ministre et du ministre de l'éducation nationale en date du 27 juin 1964, les administrateurs civils dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement à la 1^{re} classe pour l'année 1962, sont promus administrateurs civils de 1^{re} classe dans les conditions fixées ci-après :

A compter du 1^{er} janvier 1962.

M. Grospeillet (Jacques), au 3^e échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 1 an 5 mois.

M. Bersot (Louis), au 3^e échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 2 ans.

M. Leroy (Jean), au 1^{er} échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 1 an 5 mois.

M. Guillo (Rémi), au 1^{er} échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 1 an 5 mois.

A compter du 1^{er} mai 1962.

M. Beaulieu (Jean), au 2^e échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 1 an 7 mois.

A compter du 6 mai 1962.

M. Rabaté (Gérard), au 1^{er} échelon, sans ancienneté.

A compter du 28 juillet 1962.

M. Favret (Jean-Marc) (détaché), au 1^{er} échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 3 mois 27 jours.

A compter du 1^{er} août 1962.

Mlle Canipel (Jacqueline), au 1^{er} échelon, sans ancienneté.

A compter du 30 décembre 1962.

M. Poullain (Roger) (détaché), au 3^e échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 1 an 6 mois.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 17 mars 1964, sont inscrits au tableau d'avancement à la 1^{re} classe du corps des administrateurs civils, pour l'année 1963 :

MM. Mallet (Daniel), Garcia (André), Neyrolles (Roger) et Pruja (Yves).

Par arrêté du Premier ministre et du ministre de l'éducation nationale en date du 27 juin 1964, les administrateurs civils dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement à la 1^{re} classe pour l'année 1963, sont promus administrateurs civils de 1^{re} classe, dans les conditions ci-après :

A compter du 1^{er} janvier 1963.

M. Neyrolles (Roger), au 3^e échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 2 ans.

A compter du 1^{er} février 1963.

M. Garcia (André), au 1^{er} échelon, avec une ancienneté conservée dans l'échelon de 3 jours.